

Table des Matières

PRÉSENTATION GÉNÉRALE	11
PREMIÈRE PARTIE : ACTEURS	
Liminaire	25
CHAPITRE I : L'AVANT-1945	
Atatürk	28
Gandhi	31
Hitler	34
Staline	38
CHAPITRE II : L'APRÈS-GUERRE	
Bourguiba	42
Brandt	45
Castro	49
De Gaulle	52
Kennedy	56
Kissinger	60
Mao Zedong	64
Mendès France	67
Monnet	71
Nasser	75
Nixon	78
CHAPITRE III : LES ANNÉES 1970 ET 1980	
Deng Xiaoping	82
Giscard d'Estaing	85
Gorbatchev	89
Jean-Paul II	93
Lee Kuan Yew	96
Mandela	100
Mitterrand	103
Nakasone	108
Reagan	111
Thatcher	115
CHAPITRE IV : LA PÉRIODE CONTEMPORAINE	
Annan	119
Arafat	123

Encyclopédie de la culture politique contemporaine

Ben Laden	126
Benoît XVI	130
Blair	133
Bush	137
Chirac	141
Clinton B.	145
Clinton H.	148
Fillon	151
Lula da Silva	154
McCain	158
Merkel	161
Poutine	165
Prodi	169
Rabin	172
Royal	176
Sarkozy	180
Sharon	184
DEUXIÈME PARTIE : ÉVÉNEMENTS ET PROCESSUS	
Liminaire	188
CHAPITRE I : CHOCS CULTURELS ET NOUVEAUX PARADIGMES	
Décolonisation	190
Shoah	194
Hiroshima	199
Nouvel ordre international	203
Guerre froide	207
Traité franco-allemand de l'Elysée	212
Mai 68	216
Tchernobyl	220
Chute du mur de Berlin	224
Mondialisation	228
11 septembre	231
CHAPITRE II : DÉMANTÈLEMENT ET (RE)CONSTRUCTION D'ÉTATS	
Accords Sykes-Picot	236
Partition entre l'Inde et le Pakistan	240
Heure zéro en RFA	243
Création de l'État d'Israël	248
Processus d'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie	252
Chypre : partition et perspective de réunification	256

Unification allemande	259
Dissolution de l'URSS	264
Rétrocession de Hong Kong à la Chine	268
Indépendance du Timor oriental	273
Démantèlement de la Serbie-et-Monténégro	276
CHAPITRE III : TENSIONS ET TRANSFORMATIONS INTERNES	
A. COUPS D'ÉTAT ET CHANGEMENTS DE RÉGIME	
Collaboration en France	281
Coup d'État d'A. Pinochet	285
Transition démocratique espagnole	289
Cohabitations en France	294
Démantèlement de l'apartheid	297
Instauration du régime taliban	302
B. LUTTES POLITIQUES ET JUDICIAIRES	
Front populaire	305
Résistance en France	309
Mouvement des droits civiques aux États-Unis	313
Combat des FARC en Colombie	317
Attentats politique en Europe	321
Victoire du Parti québécois	325
La mafia italienne en procès	331
Procès Papon	335
Élection du 21 avril 2002 en France	339
Procès Milosevic	344
TROISIÈME PARTIE : CONFLITS, GUERRES, CRISES	
Liminaire	349
CHAPITRE I : CONFLITS INTERNATIONAUX	
A. GUERRES CLASSIQUES ET CONFLITS ARMÉS INTERNATIONAUX	
Première Guerre mondiale	352
Seconde Guerre mondiale	358
Guerre de Corée	364
Guerre du Vietnam	368
Conflit indo-pakistanaï	373
Conflit israélo-arabe	377
Guerre Iran-Irak	382
Première Guerre du Golfe	386
Conflit éthio-érythréen	391
Guerre d'Irak	395

B. CRISES INTERNATIONALES	
Crise de Suez	400
Crise de Cuba	404
Crise des Euromissiles	409
CHAPITRE II : GUERRES CIVILES ET GÉNOCIDES	
Génocide arménien	414
Guerre d'Espagne	418
Guérilla des Khmers rouges au Cambodge	423
Guerre du Liban	427
Conflit au Nicaragua	432
Guerres en Afghanistan	437
Guerre civile au Salvador	442
Guerre civile au Soudan	446
Guerre civile de Sierra Leone	451
Guerres de Yougoslavie	455
Guerre civile en Algérie	460
Génocide rwandais	465
Guerres du Congo	468
Guerre civile en Côte d'Ivoire	473
Violences en Haïti	478
CHAPITRE III : GUERRES D'INDÉPENDANCE ET ACTIVISME SÉPARATISTE	
Guerre d'Indochine	482
Guerre d'Algérie	486
Conflit nord-irlandais	491
Intifadas	495
Guerres de Tchétchénie	500
Question basque	504
Question kurde	508
Question tibétaine	513
Question corse	517
CHAPITRE IV : CRISES ÉCONOMIQUES	
Crise de 1929	522
Chocs pétroliers	525
Crise mexicaine	530
Crise asiatique	533
Explosion de la bulle Internet	538
Enron et autres scandales financiers	541

QUATRIÈME PARTIE : RÉFORMES ET RÉVOLUTIONS

Liminaire	546
CHAPITRE I : RÉVOLUTIONS POLITIQUES ET RÉVOLTES POPULAIRES	
Révolution américaine	549
Révolution française	553
Révolutions russes	558
Printemps de Prague	562
Révolution des œillets	567
Révolution iranienne	571
Solidarité en Pologne	576
Manifestations de la place Tiananmen	580
Guerres du gaz en Bolivie	584
Révolution orange	588
CHAPITRE II : RÉFORMES ET NOUVELLES POLITIQUES SOCIO-ÉCONOMIQUES	
New Deal	593
Programme de Bad Godesberg	596
Ouverture économique de la Chine	600
« Révolutions » tchatchérienne et reaganienne	603
Politique de la rigueur en France	607
Création des « Restos du cœur »	610
Introduction du RMI en France	614
Ouverture économique de l'Inde	617
Création du marché unique	621
Vieillesse et innovation au Japon	625
Introduction de l'euro	630
Agenda 2010 en Allemagne	634
CHAPITRE III : RÉFORMES SOCIÉTALES EN FRANCE	
Séparation des Églises et de l'État	638
Droit de vote des femmes	641
Création de la Sécurité sociale	645
Légalisation de l'IVG	649
Abolition de la peine de mort	653
Lois de décentralisation	656
Professionnalisation de l'armée	661
Introduction du PACS	664
Organisation du culte musulman	668
Loi sur la laïcité	671

Encyclopédie de la culture politique contemporaine

CHAPITRE IV : RÉVOLUTIONS TECHNOLOGIQUES ET SCIENTIFIQUES	
Révolution des transports	675
Conquête de l'espace	679
Première greffe du cœur	684
Naissance du premier bébé-éprouvette	687
Révolution informatique	691
Décryptage du code génétique et déchiffrage du génome	694
INDEX NOMINUM	699
INDEX RERUM	709
LISTE DES COLLABORATEURS	721

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

PAR ALAIN RENAUT

Jamais sans doute autant de termes faisant référence à des composantes historiques, économiques, juridiques, sociologiques, philosophiques de la pratique politique ne sont venus s'inscrire quotidiennement dans le discours sur la chose publique, aussi bien dans celui des médias que dans les propos des responsables ou du simple citoyen. Pas de journée sans que nous entendions évoquer la mondialisation, l'économie de marché, la révolution iranienne, l'ouverture économique de la Chine, les organismes génétiquement modifiés (OGM) ou le clonage. Pas d'actualités télévisées sans mention, au gré des événements, du Conseil supérieur de la magistrature, de la Cour de cassation, de la Commission européenne, du G8, de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), du Fonds monétaire international (FMI) ou de l'Organisation des pays producteurs de pétrole (OPEP). Pas d'intervention d'un responsable politique, notamment en période électorale, sans prise de position sur la fin du gaullisme ou sur ses transformations, les chances ou les limites de la social-démocratie, les risques du communautarisme, les conséquences du colonialisme et de la décolonisation sur les pays du Sud, le rôle des organisations non gouvernementales (ONG), les frontières de l'Europe, les droits à reconnaître aux étrangers dans la vie publique, l'aide à apporter, pour les États riches, aux États en situation d'extrême pauvreté. Pas d'analyse journalistique non plus qui ne fasse intervenir, selon les besoins de l'argumentation, le rôle joué en France par l'héritage du jacobinisme, les avantages et les inconvénients des politiques de discrimination positive, l'héritage des Lumières, la montée de populisme. À moins qu'il ne s'agisse de se demander, quand le propos s'élabore davantage, si une guerre peut être juste, de tracer un parallèle ou d'établir un contraste entre la Constitution américaine et la Constitution française de 1958, d'évoquer les mutations du féminisme, le statut des universités en France, la tentation d'un gouvernement des juges, l'avènement d'un âge post-national de la politique, les conséquences de l'introduction de l'euro, en mobilisant de temps à autre, pour illustrer et nourrir le propos, des figures comme celles de Rousseau, Montesquieu, Tocqueville ou Keynes, tout en supputant sur telle ou telle décision de la Cour suprême des États-Unis, tel arrêt de notre Conseil d'État ou telle incitation contenue dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

À simplement entendre ou lire ce qui nous est transmis de la vie publique, nationale, européenne ou mondiale, l'optimiste sera porté à conclure à une impressionnante élévation du niveau moyen de culture politique de nos contemporains. La vérité, à

l'analyse et simplement à travers l'expérience que chacun peut faire de cette technicisation de la communication politique, est cependant autrement nuancée.

Jamais, certes, autant d'occurrences d'une terminologie technique ne sont intervenues dans le discours politique quotidien. Mais jamais non plus un sentiment si fort d'incompréhension ou de compréhension flottante n'a accompagné, pour le plus grand nombre d'entre nous, voire, si l'on considère l'ensemble des domaines concernés, pour la totalité d'entre nous, ce flux d'informations parsemées de termes dont ce qu'ils signifient au juste requiert en fait des connaissances et des compétences fort peu partagées. Ainsi en va-t-il à l'âge de la communication politique de masse.

Les mots qu'utilisent l'analyste des relations internationales, l'économiste, le spécialiste de droit constitutionnel ou l'historien des idées sont les mêmes que ceux qui envahissent l'espace public le plus large. Nous sont devenus ainsi, en apparence, de plus en plus familiers — je les mentionne au hasard et sans volonté d'ordonner ces simples exemples — la révolution orange de l'Ukraine, le Bad-Godesberg de la social-démocratie allemande, le Conseil français du culte musulman, la Chambre des Communes britannique, la Cour des comptes, la Banque centrale européenne, la Banque mondiale, l'ultra-gauche française, la déconcentration administrative de notre pays, les ombres de Nasser, Rabin, Mendès-France, Mustafa Kemal, les violences qui se prolongent en Haïti, le traitement infligé par la Chine au Tibet, etc. Familiers aussi, à leur manière, les travaux de Pierre Bourdieu, la mémoire de Paul Ricœur, l'influence exercée par Leo Strauss sur l'équipe de G. W. Bush, les finances publiques, la sécurité sociale, la « main invisible » évoquée par Adam Smith, le patriotisme constitutionnel conçu par Jürgen Habermas, les noms de penseurs comme Orwell, Césaire, Heidegger, des philosophies et des idéologies politiques comme le libéralisme, le républicanisme, le fascisme, le stalinisme, et tant d'autres mots qui hantent aujourd'hui nos consciences. Mais précisément ne s'agit-il le plus souvent que de mots, ou presque.

Combien de fois en effet avons-nous, à la lecture d'un journal ou en écoutant présenter les informations du jour, éprouvé ce que notre familiarité avec ces mots a de trompeur et aperçu l'ignorance qu'elle masque à peine de ce que la plupart de ces mots désignent avec précision et en toute rigueur ? La montée en puissance de l'économie, avec toute la technicité qui l'accompagne, dans chaque société et dans les relations qu'elles entretiennent, le redoublement en Europe des structures politiques et administratives des États par celles de l'Union, la dynamique de mondialisation et la promotion, qui en est l'une des conséquences, de multiples instances bancaires ou financières ainsi que de conventions internationales complexes, expliquent en partie l'épreuve difficile et souvent douloureuse que constitue pour le citoyen d'aujourd'hui l'ouverture au monde contemporain.

C'est à cette expérience désarmante que la présente *Encyclopédie* entend fournir les moyens de se transformer, en permettant à chacun d'accéder aisément à ce qui lui manque pour être au clair sur ce que charrie ainsi le discours politique quotidien.

L'enjeu d'une telle tentative n'est pas simplement « psychologique » ni « épistémologique » : il ne s'agissait pas seulement à mes yeux de débarrasser le lecteur du sentiment désagréable qui accompagne ce curieux mélange de familiarité et d'ignorance où nous nous trouvons si souvent dans nos relations à la vie publique ; il ne s'agit pas non plus, pompeusement et de façon utopique, de faire franchir au lecteur la frontière qui sépare le monde de l'opinion, supposé nécessairement ignorant, et celui du savoir spécialisé, supposé maîtriser la totalité de ce qu'il contient.

D'une part, du fait même qu'il est spécialisé, ce savoir ne s'étend jamais à l'ensemble de ce que devrait véhiculer aujourd'hui avec elle une conscience politique idéalement formée et informée : les concepteurs de cet ouvrage ont eux-mêmes fait l'expérience, au cours de son élaboration, des difficultés qu'ils pouvaient avoir, en passant par exemple d'un volume à l'autre, à se retrouver aussi à l'aise que dans celui qui relevait le plus directement de leurs compétences propres.

D'autre part, plutôt que d'avoir la naïveté d'acheminer le lecteur de l'opinion jusqu'au discours savant, cette *Encyclopédie* s'est donné pour objectif d'éclairer l'opinion par les ressources du savoir. Cet objectif premier, celui qui a conduit à la conception même du projet aujourd'hui réalisé, communique d'emblée avec d'autres, à commencer par celui de contribuer à créer une conscience civique et politique plus lucide, plus exigeante également, aussi bien à l'égard de ceux qui nous gouvernent qu'à l'égard de ceux qui nous informent. À partir de quoi il n'est guère besoin d'expliquer en quoi l'objectif ultime d'une telle entreprise n'était au fond rien d'autre, dans mon esprit, que de contribuer, si peu que ce soit, à l'édification d'une véritable « raison publique » – au sens où cette expression, réaccentuée durant ces dernières décennies pour désigner une condition essentielle d'un univers authentiquement démocratique –, fait référence à l'idée kantienne d'un usage public, élargi, de la raison.

Dans *La nouvelle Héloïse*, Rousseau écrivait déjà que « l'empire de la raison publique est le vrai fondement de la liberté ». Superbe formule qu'il faut cependant elle aussi expliciter si elle ne doit pas rester seulement un assemblage de mots. Devant la diversité des options disponibles sur chacune des innombrables questions auxquelles nos sociétés s'affrontent aujourd'hui, les progrès de la démocratie se jugent aussi, au-delà d'un certain nombre de conditions institutionnelles et juridiques, à la capacité réellement offerte aux citoyens de pouvoir comparer ou confronter ces options en concevant et en échangeant à leur propos des arguments. À cette condition seulement, explique le philosophe américain John Rawls dans un article de 1997 (*L'idée de la raison publique revisitée*), chaque citoyen peut vraiment se penser comme législateur. Si l'on préfère : c'est à cette condition seulement, celle de la soumission de tout projet, de toute initiative et de toute décision émanant de l'État, d'un responsable, d'un parti, voire de la communauté internationale, à un « forum politique public », que la démocratie ne demeure pas uniquement formelle, mais entre véritablement dans les consciences.

Ce « forum politique public » n'existe pas comme une instance politique dont nous pourrions concevoir même simplement une version approchée, si ce n'est sur le mode de l'utopie ou de ces gadgets jetables qu'affectionnent les protagonistes des grandes campagnes électorales. Un tel forum n'existe à vrai dire que dans les consciences et par les consciences elles-mêmes, dès lors qu'elles sont mises en mesure d'analyser, de comprendre et de juger les choix de valeurs qui président aux conceptions et aux décisions politiques. C'est au fond, non pas certes à la construction de ce « forum politique public », mais à l'apport de quelques pierres susceptibles de rendre sa construction moins lointaine que j'ai prioritairement songé en concevant le projet de cette *Encyclopédie*, en y ralliant Ludivine Thiaw-Po-Une, coordonnatrice des trois tomes et responsable du troisième, Claire Demesmay et Pierre Zelenko, responsables respectivement du premier et du deuxième de ces tomes. Au lecteur de juger, notamment quand il lira la dernière partie du troisième tome (qui joue au moins en partie le rôle d'une conclusion générale de l'*Encyclopédie*), si nous y sommes parvenus.

* * *

Ni mes collaborateurs ni moi n'avons conçu cette *Encyclopédie* comme un *vademecum* du citoyen. La richesse des trois volumes en témoigne : comptant plus de six millions de signes, ils constituent par leur ampleur l'équivalent d'une quinzaine de livres de format courant. La longueur que j'ai souhaité pouvoir accorder à chaque contribution demandée à un auteur en donne une autre idée : en moyenne de 14 000 signes, cette longueur n'est ni celle d'une notice, ni celle d'un article de dictionnaire. Il s'est agi bien plutôt de donner à l'auteur de chaque contribution l'espace nécessaire pour présenter, analyser et discuter ce dont il avait à traiter. Je n'ai personnellement aucun mépris pour les entreprises de vulgarisation, qui me paraissent faire partie de ce qu'on appelle aujourd'hui la valorisation de la recherche. Simplement, nous n'avons pas eu ici, en écrivant ou en conviant d'autres que nous à écrire ce qu'on va lire, l'objectif de vulgariser le savoir, mais plutôt, grâce à quelques choix méthodologiques (dont celui d'épargner au lecteur le souci de références trop nombreuses), de le communiquer à son plus haut degré de clarté possible. De le communiquer, mais aussi d'en faire communiquer, les unes avec les autres, certaines des composantes en matière de savoir politique, les plus indispensables, de quelque discipline qu'elles relèvent. De cette volonté de faire communiquer les unes avec les autres les composantes de ce savoir témoigne symboliquement le fait que chaque responsable de volume a été aussi l'auteur de contributions dans les deux autres volumes. Règle qu'au reste je me suis aussi appliquée à moi-même.

S'il ne s'agissait ni d'un *vademecum* du citoyen ni d'un simple dictionnaire de vulgarisation du savoir, comment caractériser l'entreprise de manière à rendre compte, par là même, de la liste des entrées (plus de 450 au total des trois volumes) que nous avons retenues ?

L'expression qui m'a guidé depuis le début est celle d'une *auto-réflexion* de la culture politique contemporaine. Les philosophes appellent *auto-réflexion* la façon dont une conscience peut réfléchir à ses propres produits, peut les « réfléchir » et, en les réfléchissant, acquérir vis-à-vis d'eux une lucidité, y compris critique, qu'elle n'a pas dans l'usage rapide et affairé qu'elle en fait quotidiennement. C'est d'un tel exercice d'*auto-réflexion* qu'il s'est agi ici, pour notre conscience politique, notre conscience de citoyens législateurs ultimes des sociétés où ils vivent, c'est-à-dire des sociétés démocratiques.

En travail depuis plus de quatre siècles, le choix assumé des principes et des valeurs de la démocratie reste ce qui structure le plus profondément, dans ces sociétés, la conscience civique. Au point que la démocratie n'est pas pour nous seulement un régime politique, mais qu'elle est aussi devenue une culture : un ensemble d'idées, de convictions, de principes, de valeurs qui norment notre rapport au réel, et d'abord aux autres et à nous-mêmes comme membres de telles sociétés. Ce constat, nous ne l'aurions pas fait dans les mêmes termes, il y a trente ans (le temps d'une génération), quand la démocratie n'était encore perçue, bien souvent, que comme le régime politique de ce qu'on appelait volontiers la « société bourgeoise ». Ce qu'a de suranné ce lexique indique précisément que, désormais, la démocratie, avec les choix de valeurs qui l'accompagnent, a « fait culture », qu'elle est devenue une dimension constitutive de notre culture commune. D'avoir enregistré ce trait caractéristique du temps présent (par rapport auquel nous situons toutes les sociétés, y compris celles qui n'ont pas fait ces choix et ne sont pas, ou pas encore, entrées dans l'orbite de cette culture) dictait en grande partie la démarche de cette *Encyclopédie*.

La « culture politique contemporaine » à laquelle fait référence son titre, c'est précisément cette culture démocratique – entendons : la façon dont, pour le meilleur ou (diront certains) pour le pire, la démocratie a fait culture dans nos sociétés et y structure non seulement les rapports entre pouvoirs et citoyens, mais aussi bien l'espace social, le monde de l'entreprise, la vie des couples, les relations entre adultes et enfants, bref, progressivement et secteur par secteur, l'ensemble de la vie collective et individuelle. C'est cette culture politique que nous avons voulu soumettre à un travail de réflexion et plus précisément, puisque nous en faisons partie, d'*auto-réflexion* destinée à faire apparaître aux consciences structurées par cette culture quel en est le contenu, quels en sont les principes d'organisation, quelles questions elle nous pose, quelles difficultés elle nous crée, dans quels débats elle nous engage. Donner accès, avec le plus de clarté et de précision possible, à tout ce qui nourrit et structure la conscience politique du citoyen d'aujourd'hui : de cette visée se déduisait la nature de nos principales décisions concernant l'organisation de ces volumes.

Ainsi définie, l'*Encyclopédie de la culture politique contemporaine* se propose de dégager tout ce qui – relevant de l'histoire, du droit, des sciences politiques, de la philosophie politique, de la sociologie politique ou de l'économie politique – corres-

pond à des contenus factuels ou événementiels, conceptuels ou notionnels, descriptifs ou normatifs à partir desquels la conscience contemporaine appréhende la sphère politique, les questions qui s'y posent, les choix qui s'y offrent, les jugements qu'elle suscite. Tous ces éléments, issus de savoirs ou thématiques par des savoirs qui, ayant « fait culture » dans nos sociétés, permettent de cerner de façon spécifique une culture politique contemporaine distinctive, je veux dire distincte de ce que pouvait être la culture politique, non seulement du monde antique, de l'âge classique ou de l'époque des Lumières, mais même d'il y a une ou deux générations.

Dégager ce qui fait culture, dans le registre politique, pour la conscience contemporaine, imposait que les contributions regroupées dans les trois volumes, tout en étant d'un niveau scientifique incontestable, fussent écrites avec le souci primordial de faire ressortir d'un événement, d'une institution, d'une doctrine, ce par quoi s'y joue un apport à la construction de cette culture. Je me bornerai, pour expliquer ce souci, à l'illustrer par un seul exemple, celui du grand sociologue allemand du début du XX^e siècle, Max Weber, qui apparaît dans le troisième volume. À la fois dans la contribution qui lui est thématiquement consacrée et dans plusieurs autres entrées de ce volume, la présentation qui est faite de son œuvre se devait ici de privilégier ce par quoi certains aspects de sa pensée constituent des éléments de notre conscience politique, par exemple la distinction entre éthique de la conviction et éthique de la responsabilité, la thématique du polythéisme des valeurs, celle de la rationalisation et du désenchantement du monde. De ce fait, on pourra toujours reprocher à cette *Encyclopédie* soit de négliger, sur un exemple comme celui-là, d'autres éléments qui eussent pu, eux aussi, être évoqués, soit d'avoir omis une foule d'autres entrées que les 450 qui s'y trouvent retenues. Je souhaiterais du moins que, dans la pratique de ce jeu délectable qui consiste, dès la réception d'un tel édifice, à repérer les omissions, chacun en l'occurrence puisse intégrer l'éventualité que, dans certains cas, il se soit agi d'un choix délibéré et réfléchi, compte tenu de la définition même de notre entreprise.

Le projet de procéder à un recensement et à une mise en évidence de ce qui fait la culture politique des démocraties contemporaines excluait en outre un agencement du type de celui d'un dictionnaire : l'architecture retenue procède d'un autre agencement où les contributions sont classées en rubriques (volumes, parties, chapitres) qui leur assurent une fonction dans la construction que l'ouvrage cherche à mener à bien. C'est à l'intérieur des rubriques seulement que l'on pourra trouver, dans certains chapitres, un agencement alphabétique, dans d'autres un agencement historique ou d'une autre nature encore que chaque responsable de volume explicite dans la présentation qu'il en fait. Il va de soi par ailleurs que chaque tome propose un *index rerum* et un *index nominum* dont la richesse permet aussi son utilisation sur le mode d'un dictionnaire : du moins, n'était-ce pas là notre objectif premier.

* * *

Moins que jamais, je ne saurais mettre un terme à cette présentation générale sans procéder à de vifs remerciements, que je ferai toutefois précéder d'une brève confidence destinée à indiquer pourquoi, en ce qui me concerne, les remerciements aux collaborateurs ou aux co-auteurs d'un livre ne sont jamais formels.

Aucun de celles et ceux qui ont eu la gentillesse d'écrire depuis plus vingt ans des papiers sur mes livres ou de m'interroger sur tel ou tel d'entre eux n'a jamais exprimé le constat qu'un nombre non négligeable, plus d'une douzaine, presque la moitié, en a été écrit en collaboration avec d'autres auteurs. Je crois même être aujourd'hui le philosophe français qui a le plus souvent pratiqué cet exercice, et ce, avec autant de collaborateurs ou, mieux, de partenaires différents. Il y a à cela une raison principale, à mes yeux décisive : l'écriture à plusieurs mains crée une situation unique, celle qui permet à l'auteur d'un texte ou même, ici, au responsable d'un volume entier d'avoir presque instantanément, quand il transmet ses productions à ceux qui sont impliqués avec lui dans l'entreprise commune, la réaction d'un lecteur ou de lecteurs, et de les intégrer à la relation qu'il entretient lui-même avec ce qu'il produit. Si le rapport à soi, précisément dans notre culture contemporaine, n'est plus séparable du rapport à l'autre, si la figure de l'auteur n'est plus celle d'une subjectivité close sur soi, se croyant capable de produire entièrement d'elle-même l'ensemble de ce qu'elle se représente comme vrai, juste ou bon, l'expérience de l'écriture d'un ouvrage en collaboration constitue une manifestation privilégiée de tels déplacements. Incluant l'intersubjectivité dans cette autoposition du sujet que l'image traditionnelle de l'auteur incarnait au mieux, rapprochant le temps de l'écriture et celui d'une première lecture, permutant sans cesse les rôles de l'auteur et du lecteur, incluant la critique et l'évaluation dans la production du texte, elle ménage, autour d'objectifs partagés, des possibilités de communication devenues de plus en plus rares à mesure que l'époque des grands engagements collectifs a tendu à s'estomper au profit de celle des trajectoires individuelles. Ce pourquoi, profondément attaché à cette pratique, difficile, exigeante, mais stimulante et, je crois, féconde, j'y reviens régulièrement et y trouve une sorte de respiration entre les rudes moments de pur affrontement à soi qui correspondent à l'écriture de tous mes autres livres.

Claire Demesmay, Ludivine Thiaw-Po-Une, Pierre Zelenko savent ainsi au juste de quoi je les remercie chaleureusement. Ayant confié à chacun d'eux, qui ont en commun d'être docteurs en philosophie politique de l'Université de Paris-Sorbonne, un des tomes de cette *Encyclopédie*, je leur ai laissé l'entière responsabilité d'établir la liste des entrées, de construire l'organisation du volume et de choisir les contributeurs, y compris leur nombre, en fonction des exigences spécifiques au volume dont ils étaient chargés et du type de compétence qu'il leur apparaissait requérir. Cette liberté de conception et de gestion impliquait une diversification possible des stratégies.

Pour le tome I, consacré aux mutations et évolutions dont l'entrecroisement historique donne à notre culture politique son socle, Claire Demesmay, chercheur à

L'Institut français des relations internationales (Ifri), a réparti ses 163 contributions, nécessairement aussi diversifiées les unes des autres que peut l'être la matière historique, entre 46 contributeurs. Je sais gré à Claire d'avoir mobilisé toute son énergie pour assurer le fonctionnement efficace d'une aussi vaste équipe tout au long de la construction de notre *Encyclopédie*.

Le tome II, qui rassemble 157 contributions concernant les structures politiques, juridiques et administratives (nationales, européennes, internationales) du monde contemporain, a été confié à Pierre Zelenko, ancien élève de l'ENA et aujourd'hui avocat d'affaires. Il a pour sa part retenu le principe d'une équipe plus resserrée de 9 contributeurs. Certains ont donc pris en charge, par exemple dans tel ou tel secteur d'institutions ou d'administrations, un grand nombre de contributions : je remercie Pierre de les avoir convaincus de rédiger ces articles dans les délais que nous avons fixés.

La même gratitude s'exprime *a fortiori* à l'endroit de Ludivine Thiaw-Po-Une, ingénieure d'études auprès de l'Observatoire européen des politiques universitaires (Paris-Sorbonne). Chargée du tome III qui réunit les dimensions les plus « théoriques » de notre culture démocratique (doctrines et penseurs, philosophies politiques, idéologies politiques et sociales, notions, débats), elle a en effet réparti entre 6 auteurs seulement les 153 contributions qu'elle a jugé bon de retenir. Option qui assurait à l'ensemble de son volume une forte cohérence, mais qui impliquait de la part des contributeurs et de Ludivine elle-même un esprit de responsabilité dont je sais ce qu'a été ici le sien.

D'un volume à l'autre, il fallait aussi m'aider à assurer les liens, à garantir des rythmes d'écriture comparables, à éviter les redites, à faire valoir des exigences de complémentarité : toutes opérations qui engageaient une coordination synoptique dont je remercie aussi Ludivine Thiaw-Po-Une de s'en être acquittée avec talent.

Chaque responsable se chargeant de présenter, par la liste qu'il en dressera à la fin de son tome, ses propres collaborateurs, il me reste à remercier, au nom de tous, notre éditeur. J'entends par là, d'abord, les Éditions Hermann, aussi vénérables que dignes, dont je souhaite qu'elles obtiennent, pour avoir accueilli une aussi vaste entreprise, une confirmation supplémentaire de la réputation que leur vaut déjà leur longue et brillante histoire. Je remercie ensuite, en toute amitié, Arthur Cohen qui a eu plus directement la responsabilité éditoriale de découvrir notre projet, de le soutenir d'emblée et d'en accompagner au mieux, avec sa souriante disponibilité, la réalisation : qu'il sache combien nous lui sommes reconnaissants de nous avoir ainsi montré que le monde de l'édition, soumis aujourd'hui à des exigences et des considérations laissant peu de place à l'enthousiasme, pouvait encore prendre en charge avec générosité une aventure comme la nôtre.